

Région

Interview exclusive

Guy Parmelin dans le nouveau studio de TB2: «L'enseignement précoce du français est important»

Le conseiller fédéral sortant Guy Parmelin dresse un bilan. À la surprise générale, il cite trois successeuses potentielles et déclare souhaiter un renouvellement générationnel.

Werner De Schepper

Patrik Müller, CH Media

Quel souvenir marquant gardez-vous de l'annonce de votre démission?

Guy Parmelin: Il y avait énormément de journalistes. Je ne me souviens pas en avoir vu autant dans cette salle depuis la période du Covid. L'après-midi, il y a eu deux heures et demie d'entretiens avec les médias. Le soir, j'étais content de rentrer chez moi.

Les réactions des journalistes n'étaient-elles pas presque trop flatteuses?

C'est mieux que l'inverse! (rires)

Qu'a dit votre épouse quand vous êtes rentré?

Elle était satisfaite. Je l'avais informée le jeudi soir.

Seulement la veille?

Oui. Elle n'a pas été totalement surprise. Nous en parlions depuis un certain temps déjà.

Nous réalisons cet entretien à Bienne, ville bilingue, dans le nouveau studio de la chaîne de télévision bilingue TB2. Pourquoi ce lieu est-il important pour vous?

Parce qu'il est essentiel de découvrir la langue et la culture des autres régions du pays. Je pense d'ailleurs aussi au Tessin. De nombreux Tessinois parlent français et allemand en plus de l'italien. Le plurilinguisme fait partie de notre cohésion. L'anglais est important en tant que langue internationale et son importance croissante influe sur la volonté de la jeune génération suisse d'apprendre une autre langue nationale.

Cela vous peine-t-il de voir plusieurs cantons vouloir bannir le français de l'école primaire?

Oui, cela me peine. Ce n'est pas favorable à la cohésion. Je comprends qu'une langue supplémentaire représente un défi pour les enfants. Mais il faut penser à long terme. Il est intéressant de noter que, lors de précédents scrutins, la population s'est souvent prononcée en faveur du français. Bien sûr, il faut en débattre. Mais je vois un certain risque pour notre cohésion. Pas dans l'immédiat, mais à moyen et long terme. C'est un appel lancé au monde politique.

Mais comment motiver les jeunes qui préfèrent apprendre l'anglais?

Les parents peuvent jouer un rôle important. Ma mère nous disait: «Vous pouvez suivre votre propre voie, mais vous passerez une année en Suisse alémanique.» Elle l'avait fait elle-même en tant que jeune fille au pair. C'était une bonne décision. Car il ne s'agit pas seulement de la langue, mais aussi de découvrir une autre mentalité.

Le conseiller d'État fribourgeois Jean-François Steiert propose d'effectuer une partie du service militaire dans une autre région linguistique. Une bonne idée?

Cela pourrait aider. Je ne sais pas si c'est réalisable sur le plan organisationnel. Mais tout ce qui renforce les liens entre les régions linguistiques et favorise les échanges mérite d'être encouragé.

Vous voyez le plurilinguisme comme un symbole de cohésion. Dans de nombreux pays européens, la polarisation s'est fortement accentuée et les responsables politiques sont pris pour cibles. En Suisse, les conseillers fédéraux jouissent encore d'un grand respect. Pourquoi?

C'est peut-être dû à notre démocratie directe. La population vote en général quatre fois par an, y compris sur des sujets très émotionnels. Les débats peuvent être intenses, mais au bout du compte, on vote et on passe à autre chose. Nous l'avons vu durant la pandémie de coronavirus: il y a eu trois référendums, et à trois reprises, la population a tranché aux côtés du Conseil fédéral et du Parlement. Ceux qui perdent sont déçus, mais ils passent ensuite à autre chose.

On reproche à votre parti, l'UDC, de contribuer à la division. Dans les médias étrangers, il est parfois assimilé à l'AfD ou au Rassemblement national. En tant que conseiller fédéral, devez-vous parfois vous justifier à l'étranger au sujet de votre parti? On ne m'a jamais fait ce reproche en comparant mon parti à l'AfD ou à d'autres formations. La situation est différente chez nous. En tant qu'UDC, nous sommes intégrés depuis des décennies dans un gouvernement de coalition. En vertu du principe de collégialité, nous devons nous entendre sur des solutions pragmatiques et dégager des majorités. Si une majorité au Conseil fédéral ou au Parlement va trop loin, il existe le référendum. Cela permet de corriger une décision. Ce système nous aide à éviter certaines erreurs commises à l'étranger.

L'UDC ne peut donc pas se transformer en AfD, puisque notre système politique fonctionne ainsi?

Le système fait barrage aux extrêmes. La collégialité agit comme un contrepoids aux tendances extrêmes. Et si l'on s'éloigne trop dans une direction, le référendum rétablit l'équilibre. On en a vu un exemple à Genève, lorsqu'une nette majorité de droite était au pouvoir durant une législature. Elle a renoncé aux compromis et a échoué. Un parti voulait mettre en œuvre un programme très strict. Il a dû revoir ses ambitions à la baisse. Notre système n'est pas spectaculaire, mais il fonctionne. Il ne s'agit pas seulement du fond, mais aussi de la forme.

Que ressentez-vous lorsque, dans le débat sur la majorité des cantons concernant l'accord avec l'UE, des conseillers aux États opposés au projet sont qualifiés de «traîtres à la patrie» par des membres de votre propre parti?

C'est la politique...

... mais elle vient de votre parti. Le Conseil fédéral, c'est-à-dire l'Exécutif, a un rôle et les partis en ont un autre. Mais ce n'est pas votre langage. Vous ne qualifiez donc pas de traîtres à la patrie les responsables politiques qui sont d'un avis différent.

Non. Et vous avez raison de dire que le climat politique s'est durci. Mais vous parlez de l'UDC. Si j'observe certaines attaques venant de l'autre camp, de la gauche ou des Verts, on retrouve parfois le même langage. Aujourd'hui, sur les réseaux sociaux, on joue énormément sur l'image d'une personne. Quelqu'un dit quelque chose, et l'on en fait tout autre chose. Cela va très loin. Les partis se sont professionnalisés mais il leur arrive tout de même de marquer des buts contre leur camp. En fin de compte, les partis ont besoin de résultats. Ils ne peuvent pas toujours perdre.

Quel souvenir marquant gardez-vous de cette année en tant que président de la Confédération?

Le drame de Crans-Montana a certainement été marquant. J'ai été informé très tôt le matin du 1er janvier. Nous avons immédiatement compris que cette affaire nous occuperait longtemps. Il y a eu des morts, des blessés graves et des personnes traumatisées qui porteront ce fardeau toute leur vie. Nous ne pouvons pas effacer cette catastrophe. L'enjeu est d'accompagner les familles, les personnes touchées. Et de ne pas les oublier.

Nous en reparlerons le 1er janvier prochain. Mais que se passera-t-il les années suivantes? Vous n'avez pas d'enfants vous-même, comment avez-vous trouvé les mots justes dans cette situation?

Nous avons des neveux et des nièces. Mais c'est évidemment compliqué. On se demande ce qu'il faut faire. Et quand le faire? Ni trop tôt, ni trop tard. Parfois, une simple conversation lors de laquelle on prend la peine d'écouter les gens suffit. Les premiers jours, puis la cérémonie à Martigny, ont été extrêmement difficiles.

La Première ministre italienne Giorgia Meloni vous a également appelé. Une fois même à minuit, que voulait-elle?

Elle s'inquiétait de la durée du processus d'identification des victimes et nous a proposé l'aide de spécialistes. Le problème était le suivant: nous ne pouvions communiquer qu'après avoir informé les familles. C'était une situation très éprouvante sur le plan émotionnel, mais nous avons trouvé une solution.

Votre téléphone reste-t-il allumé la nuit pour Trump, Meloni et d'autres chefs d'État ou de gouvernement?

Non, seulement lorsque je le juge nécessaire. Le 1er janvier, j'avais laissé allumé le téléphone d'urgence. Ma femme s'est réveillée vers 5h30 ou 6h et m'a dit que mon téléphone avait sonné. J'ai alors vu le message et j'ai compris qu'il y avait un problème.

Les droits de douane américains ont constitué un autre dossier majeur de votre année de présidence. Il vous reste trois mois de mandat. Pensez-vous pouvoir encore obtenir un résultat sur ce point?

Nous avons déjà atteint une certaine stabilité avec un accord prévoyant des droits de douane de 15 %. Mais rien n'est encore définitif. Pour les États-Unis, c'est un accord. Il est vrai que nous n'avons pas encore d'accord juridiquement contraignant. Mais nous respectons cet accord, tout comme les États-Unis. Nous attendons maintenant des précisions de la part des États-Unis concernant les surcapacités. Il est possible que des droits de douane plus élevés soient imposés dans un premier temps. Nous aurons alors 30 jours pour réagir.

On spéculait déjà sur votre succession. En Suisse alémanique, on dit de Céline Amaudruz qu'elle n'a pas l'envergure nécessaire. Qu'en pensez-vous?

Je me souviens de ma première année en tant que président de la Confédération. Dans la presse alémanique, un titre demandait en substance: «Va-t-il y arriver?» J'avais répondu: «Laissez-moi exercer ma présidence et jugez mon travail ensuite.» Le même scénario s'est reproduit avec M. Cassis. Là aussi, j'ai dit: «Laissez-

le commencer et jugez les résultats par la suite.» Cela vaut pour tout candidat.

Mme Amaudruz fait-elle donc l'objet des mêmes réserves? Céline Amaudruz siège au Parlement depuis bientôt quatre législatures. Elle a siégé au sein des commissions de la sécurité sociale et de la santé ainsi que de l'économie. Elle connaît le fonctionnement des institutions. Je la connais, elle est très travailleuse. Je connais aussi Esther Friedli, qui a accompli un travail remarquable en politique et, auparavant, au sein de la Direction de l'éducation du canton de Saint-Gall. Et je vois d'autres candidates potentielles, comme Mme Rickli, directrice de la santé à Zurich. J'ai eu beaucoup de contacts avec elle au sujet des questions économiques durant la crise du coronavirus. Elle a fait du bon travail. (Réfléchit.) Ce qui m'agace dans ce genre de discussions, c'est que dès qu'il est question d'une femme, des préjugés surgissent encore. Et pas seulement en Suisse alémanique.

À quels préjugés faites-vous allusion?

Des questions du genre: «Que va-t-il se passer? Qui va s'occuper des enfants?» Que n'a-t-on pas entendu! Il faut en finir avec cela. C'est une mentalité ancienne, très conservatrice. On voit bien depuis longtemps ce que les femmes peuvent accomplir lorsqu'on leur laisse le champ libre. L'EPFL, à Lausanne, a pour la première fois une présidente, Anna Fontcuberta i Morral. C'est une personnalité exceptionnelle. Il faut simplement laisser les gens se lancer. On peut se tromper. Mais dire d'emblée «ce n'est pas possible», ce n'est pas une bonne chose.

Faut-il en déduire que vous seriez heureux qu'une femme vous succède?

Au Conseil fédéral, nous appartenons presque tous à la génération née dans les années 1960. Je pense qu'il est temps d'opérer un renouvellement générationnel. Les trois femmes que j'ai mentionnées – et dont parlent également les médias – ont entre 45 et 49 ans, soit environ vingt ans de moins que moi. Elles appartiennent à une autre génération, mais elles possèdent de l'expérience et sont engagées en politique. Il faut leur donner leur chance. C'est une fonction intense, faite de hauts et de bas, et il est nécessaire de s'entourer de personnes compétentes, car on ne peut pas tout faire seul. J'ai confiance: elles sauront relever les défis qui les attendent.